

(1)

(N° 25.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1905.

Proposition de loi relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WOESTE.

MESSIEURS,

Le 16 décembre 1904, MM. Vandervelde et consorts ont déposé une proposition de loi ayant pour objet : 1° d'instituer le suffrage universel pur et simple à la commune et à la province en faveur de tous les citoyens âgés de 21 ans et domiciliés depuis 6 mois dans la commune ou la province; 2° d'appliquer aux élections communales et provinciales la représentation proportionnelle, telle qu'elle est établie pour les élections législatives; 3° d'attribuer au conseil communal la nomination du bourgmestre, les échevins restant naturellement élus par le même mode.

Cette proposition, prise dans son ensemble, a été repoussée pour des raisons d'opportunité et de fond dans toutes les sections; elle l'a été dans la première par 9 voix contre 1, dans la seconde par 10 contre 5, avec cette différence que la nomination du bourgmestre par le conseil communal n'a été rejetée que par 9 voix contre 6, dans la troisième par 12 voix contre 3, dans la quatrième par 9 voix contre 1 et 3 abstentions, dans la cinquième par 10 voix contre 7, dans la sixième par 7 voix contre 7 et 1 abstention.

Au sein de la section centrale, des membres ont soutenu que, quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir au sujet des dispositions proposées, il n'était pas opportun de soulever dans les circonstances actuelles un nouveau débat électoral. D'après eux, les lois d'élections étant récentes, l'expérience qui en a été faite n'est pas encore complète, et les inconvénients qu'elles peuvent présenter n'apparaissent pas avec une évidence suffisante, pour que l'utilité de modifications à y apporter s'impose dès à présent. La législature

(1) Proposition de loi, n° 42 (session de 1904-1905).

(2) La Section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. de Theux de Meylandt, Heynen, Woeste, Ruzette, Mechelynck et Verhaegen.

ne doit pas se condamner, ont ajouté ces membres, à une sorte de travail de Pénélope ; son œuvre ne tarderait pas, s'il en était ainsi, à être considérée comme stérile, et le prestige du régime parlementaire en serait la première victime. Du reste, aucun mouvement ne se dessine dans le pays en faveur d'une réforme électorale et l'on est en droit, dès lors, de se demander s'il serait sage de la part des législateurs de susciter une agitation factice qu'aucun intérêt majeur ne pourrait justifier, et, en outre, de provoquer sans nécessité la dissolution de tous les conseils communaux et provinciaux.

Un membre de la section centrale a répondu que c'était surtout quand le pays est calme que les Chambres doivent se préoccuper d'apporter des changements aux lois électorales ; sous l'influence, a-t-il prétendu, de l'apaisement qui existe dans les esprits, ces changements pourraient être débattus dans des conditions favorables.

Cette objection ne serait pas sans valeur, si les propositions formulées avaient quelque raison de se produire et si l'heure, pour les discuter, était propice. Mais la majorité de la section centrale estime qu'il n'en est rien ; elle est d'avis que les modifications qu'elles renferment sont dépourvues de toute justification et qu'elles offriraient, si elles étaient accueillies, de sérieux dangers ; un membre de cette majorité a néanmoins déclaré qu'au moins en principe, il admettait l'une d'entre elles.

Il convient de remarquer tout d'abord que, sauf en ce qui concerne la représentation proportionnelle, la proposition de loi n'a pas pour objet de réaliser l'unification de nos lois électorales. Aux termes de l'article 47 de la Constitution, le droit de suffrage n'est accordé qu'aux citoyens de 25 ans ayant un domicile d'un an au moins dans la même commune ; de plus, des votes supplémentaires, au nombre de deux au maximum, sont accordés aux citoyens réunissant les conditions déterminées. La proposition de loi, au contraire, consacre le suffrage universel pur et simple en faveur de tous les citoyens âgés de 21 ans et ayant un domicile de six mois. Elle ne s'inspire donc pas de la préoccupation de ceux qui se plaignent des disparates de nos lois électorales ; elle ne provoque pas une discussion sur le point de savoir si l'unification de ces lois est désirable.

Cependant, un membre de la majorité de la section centrale s'est déclaré favorable à l'unification de l'âge, du domicile et du nombre de voix à tous les degrés de l'élection ; il a ajouté qu'il ne la proposait pas et qu'il ne s'y rallierait que si le Gouvernement en prenait l'initiative.

Dans ces circonstances, nous pouvons être bref sur ce point. Il n'est pas nécessaire de se livrer à des études bien approfondies pour se convaincre qu'il existe des différences fondamentales entre les élections législatives et les élections provinciales et communales, et que dès lors, elles doivent, à raison de ces différences mêmes, être soumises à un traitement distinct.

Les élections législatives sont des élections politiques, les élections provinciales et communales, des élections administratives. Si donc des motifs politiques réclament pour les premières des dispositions inspirées par ce motif, qui ne voit qu'on ne peut conclure de là à l'utilité de ces mêmes dispositions pour les secondes ?

Les élections législatives produisent des effets d'ensemble ; elles aboutissent à deux assemblées qui représentent le pays tout entier ; les effets des élections provinciales et communales sont limités à des circonscriptions déterminées. Or, si une mesure peut n'être pas périlleuse, si elle peut même être salubre, lorsque les résultats qu'elle engendre se combinent et se contrebalancent, rien ne garantit qu'envisagée par rapport à telle ou telle circonscription électorale prise isolément, elle ne soit pas de nature à produire des conséquences funestes et à y frapper, par exemple, d'une sorte d'ostracisme certaines classes ou certains intérêts.

Aussi, nulle part à l'étranger l'unification complète n'a été admise. Dans un livre intitulé *L'électorat politique et administratif*, M. Pyfferoen, professeur à l'Université de Gand, formule cette conclusion qui découle d'un examen minutieux des législations en vigueur : « La différenciation de l'électorat politique et de l'électorat administratif est une règle générale, et, si cette règle est bien comprise, elle apparaît comme un perfectionnement, c'est-à-dire un progrès dans les institutions de l'État. »

Mais il n'est pas nécessaire de nous étendre davantage sur ce point, la section centrale n'ayant pas été saisie d'une proposition consacrant l'unification complète.

Cela étant, les diverses dispositions proposées peuvent-elles être accueillies ?

Ce qui les caractérise essentiellement, c'est qu'elles n'offrent aucune garantie au point de vue de l'exercice du droit de suffrage. Déjà les garanties existantes sont faibles ; les supprimer, ce serait risquer de livrer les élections à des hasards périlleux.

Convient-il d'accorder le droit de suffrage aux hommes de 21 ans et de supprimer le vote plural ? La majorité de la section centrale ne le pense pas. Assurément, le vote plural a été discuté, et beaucoup ont estimé qu'il ne consacrait pas le meilleur système électoral. Mais ce n'est pas là le terrain de la discussion présente, tel qu'il est délimité par la proposition de loi dont la Chambre est saisie ; cette proposition appelle la législature à se prononcer entre le suffrage universel pur et simple et le suffrage universel plural, et quelles que soient, aux yeux de plusieurs, les critiques que provoque ce dernier, elles apparaissent comme moindres que celles auxquelles le premier donnerait naissance. Ce qu'il importe essentiellement d'empêcher, c'est que, dans une circonscription déterminée, provinciale ou communale, un intérêt ou une classe de la population n'acquière une suprématie telle que cet intérêt ou cette classe puisse opprimer les autres. De même, l'âge de 30 ans empêche que des électeurs trop jeunes ne dominent les éléments plus pondérés de la population. On le sait : les conseils communaux sont investis d'un pouvoir redoutable, celui de voter des impôts. S'ils émanaient, çà et là, d'une seule classe de la population, celle-ci pourrait être tentée de frapper exclusivement les autres classes dans des proportions accablantes, et se livrer à des dépenses exagérées sous l'empire de cette préoccupation, que ses membres et ceux qu'elle représente ne devraient pas y pourvoir. Nul ne peut contester sérieusement qu'il soit dangereux de remettre un

tel pouvoir sans contrepoids entre les mains de ceux qui ne paient pas d'impôts.

Des considérations empruntées à un autre ordre d'idées ont fait admettre également une durée de domicile différente pour les divers degrés d'élections. Une résidence d'une année a paru suffisante pour les élections législatives ; car, de ce qu'un électeur quitte une localité pour en habiter une autre, il ne suit pas qu'il ne soit pas, dans la seconde comme dans la première, au courant des intérêts généraux du pays et qu'il ne soit pas dès lors capable de prendre part à une élection législative après un temps moral suffisant pour se renseigner au sujet des candidats qui briguent son suffrage. Au point de vue des élections provinciales ou communales au contraire, on n'est initié aux intérêts locaux qu'au bout d'un certain temps ; de ce qu'on a résidé dans une autre commune, il ne résulte pas, bien au contraire, qu'on connaisse les intérêts spéciaux de toutes les communes du pays.

Les motifs qui précèdent et d'autres ont déterminé les cinq membres de la section centrale, présents à la délibération, à repousser l'âge de 24 ans et le domicile de 6 mois ; ils ont paru également suffisants à 4 de ces membres pour rejeter la proposition faite par le cinquième membre d'adopter l'âge de 25 ans, un domicile d'un an et la suppression des suffrages pluraux ou tout au moins de la quatrième voix accordée à certains électeurs communaux.

Par suite de ces votes, la section centrale n'a pas eu à se prononcer sur les articles 2 à 6 inclus, qui ne sont que la conséquence de l'article 1^{er}.

N'est-il pas opportun tout au moins, d'étendre aux élections provinciales et communales les dispositions relatives à la représentation proportionnelle, telles qu'elles sont en vigueur pour les élections législatives ?

Un membre a soutenu l'affirmative ; un autre membre s'est prononcé en principe dans le même sens, en ce qui concerne les élections provinciales.

Tel n'a pas été l'avis de la majorité de la section centrale.

Des membres de cette majorité estiment que les résultats de la représentation proportionnelle restent discutables, mais, qu'en fût-il autrement, les raisons qui l'ont fait admettre pour les élections législatives ne sont pas applicables, au moins d'une manière absolue, aux élections provinciales et communales.

Nous l'avons déjà dit : les élections communales et provinciales, à la différence des élections législatives, ne sont que des élections administratives. A la vérité, dans tous les cantons et dans beaucoup de communes, ces élections portent sur des choix politiques. Mais, de ce qu'il en est ainsi, il ne suit pas que les élus soient investis d'une mission politique ; bien loin de là, ils ne sont chargés que d'exécuter les lois faites par le pouvoir législatif et de prendre, au point de vue des intérêts des communes et des provinces, des mesures administratives. C'est assez dire que les motifs qui ont milité en faveur de la représentation des minorités dans les élections législatives ne se recommandent pas avec la même force pour les élections provinciales et communales, les intérêts locaux ne soulevant, le plus souvent, aucune

question de principe et pouvant rallier dans un même vote, des hommes divisés par des programmes politiques distincts.

D'ailleurs, dans tous les conseils provinciaux, sauf un peut-être, les minorités sont représentées, et on n'a pas démontré que les intérêts qu'ils ont à sauvegarder auraient chance d'être mieux administrés à l'aide d'un système nouveau; d'autre part, il faudrait fusionner un grand nombre de cantons, et ainsi les intérêts locaux seraient moins directement représentés. Ce remaniement des cantons ne manquerait pas de provoquer des mécontentements et des froissements, et il n'échet pas de les susciter, à moins qu'une nécessité impérieuse ne commande de les négliger.

On a pu appliquer partiellement la représentation proportionnelle aux élections communales; mais on ne l'a fait que pour porter remède aux ballottages qui souvent, a-t-on dit, aboutissaient à des surprises. Il n'est pas démontré qu'il convienne d'aller plus loin. Beaucoup d'élections communales ont un caractère purement local; elles ne mettent en jeu que des préoccupations se rattachant à des intérêts fort circonscrits; pourquoi introduire des luttes là où il n'y en a pas, et substituer la passion politique au seul souci du bien local? Mais en outre la question de l'application de la représentation proportionnelle aux élections communales soulève une autre difficulté d'une importance considérable, celle de la nomination des bourgmestres. Dire que tous les conseils communaux seront formés suivant le système de la représentation proportionnelle, c'est dire que dans tous il y aura, soit une majorité et une minorité, soit plusieurs minorités; c'est donner au Gouvernement le droit de choisir, en ne prenant conseil que de son intérêt, les bourgmestres ici dans la majorité, là dans une minorité, et de se créer partout des agents dévoués dont l'action tendrait à violenter l'opinion; le jour où une telle réforme aurait été introduite, la liberté communale serait singulièrement compromise.

Aussi l'article du projet a-t-il été rejeté par 4 voix contre 1.

L'inconvénient résultant de la possibilité pour un gouvernement partial de transformer tous les bourgmestres en satellites de sa politique, a frappé les auteurs de la proposition. C'est pourquoi ils ont proposé de remettre, désormais, la nomination des bourgmestres aux conseils communaux.

Il ne manque pas d'hommes politiques qui croient que si la représentation proportionnelle était appliquée d'une manière absolue aux élections communales, le changement du mode de nomination des bourgmestres s'imposerait. Mais ils estiment que, plutôt que d'en arriver là, il importe de repousser la représentation proportionnelle dans son application aux élections communales. Le bourgmestre cumule deux qualités, celle de représentant du pouvoir central et celle d'organe de la commune. En principe, on peut se demander si, au point de vue de sa nomination, la seconde qualité ne doit pas l'emporter sur la première. Mais il semble que dans les circonstances actuelles il n'y a pas lieu d'affaiblir le pouvoir central et de lui enlever une prérogative dont l'usage n'a entraîné jusqu'ici aucun inconvénient majeur.

D'ailleurs, d'après les termes de la proposition, le mandat des bourgmestres prendrait fin à chaque renouvellement, même partiel, du conseil.

Une telle mesure ne contribuerait certes pas à la stabilité des affaires publiques.

L'élection des bourgmestres par le conseil communal a été repoussée à l'unanimité des membres présents de la section centrale. Lors de la lecture de rapport, un sixième membre qui n'a pas été présent à la délibération, a déclaré qu'il était favorable à la nomination du bourgmestre par le conseil dans les communes de moins de 10,000 âmes.

L'ensemble du projet a été rejeté par 4 voix contre 1.

Un membre a demandé de pouvoir ajouter une note au rapport : cette note figure comme annexe. Après en avoir entendu la lecture, un des auteurs de la proposition, présent à la séance, a déclaré que rien, dans cette proposition, n'impliquait le reniement du principe du suffrage des femmes.

Le Rapporteur,

CH. WOESTE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



NOTE D'UN MEMBRE

Il y a, dans la nouvelle proposition de loi de MM. Vandervelde et consorts relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux, trois parties bien distinctes :

1° L'attribution d'un droit de suffrage égal à *tous* les citoyens âgés de 21 ans, après six mois de résidence ;

2° Le refus de ce droit de suffrage à la moitié de ces mêmes citoyens, c'est-à-dire aux femmes ;

3° L'extension aux élections provinciales et aux élections communales du système de représentation proportionnelle en vigueur pour les élections législatives.

Les deux premières parties de la proposition marquent, d'une part, le désir des membres de la gauche socialiste d'amener leurs collègues de la gauche libérale à se prononcer sur l'attribution du droit de suffrage pur et simple, à la province et à la commune, aux citoyens de 21 ans, et, d'autre part, le reniement, par ces mêmes membres, du principe d'égalité des sexes qui est à la base du programme socialiste.

Ces deux parties de la proposition n'offrent pas d'intérêt actuel pour le pays. L'opinion de la majorité du Parlement n'a point varié à leur endroit.

Personne à droite ne songe à investir du droit de suffrage les citoyens de 21 ans. Ceux-là même qui, de ce côté de l'assemblée, prônent l'unification des lois électorales demandent que l'âge de 25 ans requis des électeurs pour la Chambre le soit également des électeurs pour le Sénat, la Province et la Commune, que le temps de résidence soit uniformément fixé à un an et que le mode de suffrage inscrit à l'article 47 de la Constitution révisée soit introduit dans la loi électorale communale.

Quant au suffrage des femmes, il ne figure pas au programme de ceux qui veulent conserver à la femme un autre champ d'action que celui de la politique.

Toutefois, le jour où le principe de l'égale valeur de tous les votes prendrait pied dans la législation électorale, il y aurait une injustice criante à en refuser le bénéfice aux femmes.

La troisième partie de la proposition de MM. Vandervelde et consorts soulève à nouveau la question de l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et aux élections communales.

Pour les élections communales, les ballottages ont été supprimés par la loi du 12 septembre 1895 et la représentation des minorités a été assurée partout où l'élection n'a pas lieu à la majorité absolue des suffrages.

Remplacer tout uniment le système actuel par celui de la représentation

proportionnelle aboutirait à introduire, sans précautions, des minorités dans presque tous les conseils communaux du pays et à généraliser une situation délicate qui se rencontre déjà. En effet, dans bon nombre de conseils communaux, aucun groupe ne possède la majorité absolue et le groupe investi de la direction des affaires est à la merci des coalitions d'autres groupes.

En outre, l'existence d'un groupe d'opposition dans presque tous les conseils communaux du pays mettrait tout gouvernement à même de choisir le bourgmestre dans la minorité, partout où la majorité du conseil appartiendrait à ses adversaires.

Ce serait là une seconde conséquence fâcheuse de l'application irréfléchie d'un principe juste, et l'on peut se demander si la proposition que fait M. Vandervelde de confier au conseil la nomination des bourgmestres remédierait complètement au mal.

Une étude sérieuse devrait être faite en vue d'arriver à concilier le légitime souci du contrôle que peuvent pratiquer utilement les minorités dans tous les conseils communaux avec la nécessité de mettre les collègues échelonnés à même d'exercer les attributions que leur confère la loi, sans risquer de tomber à chaque instant sous les votes de minorités coalisées.

La proposition de loi ne résoud pas ces problèmes délicats.

Il en va autrement de l'application de la représentation proportionnelle aux élections provinciales.

Le conseil provincial n'a, objecte-t-on, que des attributions administratives, à part l'élection des sénateurs provinciaux. Mais une pratique universelle a donné aux élections provinciales, dans tous les cantons du pays, un caractère politique. Et le conseil provincial, lorsqu'on l'envisage au point de vue électoral, est une sorte de petit parlement. Les cantons y remplacent les arrondissements qui forment, on le sait, les circonscriptions électorales des élections législatives.

Le Gouvernement actuel a introduit la représentation proportionnelle dans les élections législatives et, certes, ni lui ni les Chambres ne songent à revenir à un autre système.

Au cours de la discussion qui eut lieu à la Chambre, au mois de février 1902, sur une proposition relative au suffrage universel provincial et communal déposée, le 27 novembre 1900, par MM. Vandervelde et consorts, le Gouvernement n'hésita pas à affirmer ses sympathies pour la représentation proportionnelle et à déclarer qu'il saisirait la Chambre, au moment qui lui paraîtrait opportun, de propositions ayant pour objet d'en étendre l'application.

L'auteur de la présente note repousse la proposition de loi dans son ensemble, mais exprime le vœu que le Gouvernement traduise sa déclaration de 1902 en projet de loi.

Les résultats obtenus par la représentation proportionnelle sur le terrain des élections législatives ne peuvent que l'encourager à compléter son œuvre et à ne se laisser ravir, ni par ses adversaires, ni par ses amis, l'honneur d'en avoir étendu les effets aux élections provinciales.

VERHAEGEN,

(14)
(N^o 23.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 DECEMBER 1903.

Voorstel tot wet betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de gemeente en de provincie (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WOESTE.

MIJNE HEEREN,

Op 16 December 1904, werd door de heeren Vandervelde en medeleden een wetsvoorstel ingediend met het doel :

1^o Zuiver algemeen eenvoudig stemrecht in te voeren voor de gemeente en de provincie, ten voordeele van alle burgers die 21 jaar oud zijn en sedert ten minste zes maanden hun domicilie hebben in de gemeente of de provincie;

2^o Op de gemeentelijke en provinciale verkiezingen de evenredige vertegenwoordiging toe te passen zooals dit bestaat voor de wetgevende verkiezingen;

3^o Het benoemen van den burgemeester toe te vertrouwen aan den gemeenteraad, de schepenen natuurlijk verkozen blijvende op dezelfde wijze.

Dat voorstel werd, om redenen van gepastheid en van beginsel, in zijn geheel verworpen in al de afdeelingen : in de eerste met 9 stemmen tegen 4, in de tweede met 20 stemmen tegen 5, met dit verschil dat de benoeming van den burgemeester door den gemeenteraad maar verworpen werd met 9 stemmen tegen 6; in de derde met 12 stemmen tegen 3, in de vierde met 9 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen, in de vijfde met 10 stemmen tegen 7, in de zesde met 7 stemmen tegen 7 en 4 onthouding.

In de Middenafdeeling hielden sommige leden staande dat, welke meening men ook mocht hebben over de aangeboden voorstellen, het ontijdig was in

(1) Voorstel tot wet, n^o 42 (zittingsjaar 1904-1905).

De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren de Theux de Meylandt, Heynen, Woeste, Ruzette, Mechelynck en Verhaegen.

de huidige omstandigheden een nieuw kies-debat uit te lokken. Volgens hen, daar de kieswetten nog heel jong zijn, is de proefneming ermede nog niet volledig, en de bezwaren welke zij mogelijk opleveren springen nog niet gevoeg in 't oog, dan dat het reeds nu noodig bevonden worde er wijzigingen aan toe te brengen. De wetgeving voegden die leden erbij, moet er niet toe veroordeeld worden een soort van Penelope's werk te verrichten; haar werk zou, in dat geval, dra als onvruchtbaar beschouwd worden en het gezag der Kamers zou er het eerste door lijden. Overigens is nergens in het land eene strooming waar te nemen ten gunste van eene keshervorming en dienvolgens mag de vraag gesteld worden of het wijselijk handelen ware vanwege de wetgevers eene schijnbeweging te verwekken, door geen enkel hooger belang te wettigen, en daarenboven zonder noodzakelijkheid de ontbinding uit te lokken van alle gemeente- en provincieraden.

Een lid der Middenafdeeling antwoordde, dat vooral wanneer het land kalm is de Kamers moeten bezorgd zijn om veranderingen aan de kieswetten toe te brengen; onder den invloed, zoo beweerde hij, van de heerschende kalmte, zouden die veranderingen kunnen besproken worden in gunstige omstandigheden.

Die tegenwerping ware niet zonder eenige waarde, indien de ingediende voorstellen eenige reden van bestaan hadden, en indien het oogenblik om ze te bespreken gepast ware. Maar de meerderheid der Middenafdeeling denkt er anders over; zij acht dat de voorgestelde wijzingen hoegenaamd niet gerechtvaardigd zijn en dat zij, werden ze ingewilligd, ernstige gevaren zouden opleveren; een lid dier meerderheid verklaarde evenwel dat hij eene dier wijzigingen ten minste in beginsel aannam.

Er dient eerst en vooral opgemerkt, dat, buiten hetgeen de evenredige vertegenwoordiging betreft, het wetsvoorstel niet tot doel heeft de eenmaking van onze kieswetten te verwezenlijken. Naar luid van artikel 47 der Grondwet, wordt het stemrecht maar verleend aan de burgers die 23 jaar oud zijn, en hun domicilie ten minste één jaar in dezelfde gemeente bezitten; daarenboven worden bijkomende stemmen, — twee ten hoogste — toegekend aan de burgers die in bepaalde voorwaarden verkeerden. Het wetsvoorstel daarentegen huldigt zuiver algemeen eenvoudig stemrecht voor alle burgers die 21 jaar zijn en een domicilie van zes maanden hebben. Het gaat dus niet uit van de bekommring van hen die klagen dat onze kieswetten zoo zeer verschillen; het lokt geen bespreking uit, om te weten of het eenmaken van die wetten wenschelijk is.

Nochtans heeft een lid der meerderheid van de Middenafdeeling verklaard voorstander te zijn van de eenmaking, wat betreft den ouderdom, het domicilie en het getal stemmen voor alle graden van verkiezing; hij voegde erbij dat hij die eenmaking niet voorstelde en zich er enkel bij zou aansluiten, indien de Regeering het initiatief ervan nam.

Dit zoo zijnde, kunnen wij kort zijn op dat punt. Onnoodig is het heel ernstige studiën te doen om overtuigd te zijn dat er meer dan een grondig verschil bestaat tusschen de wetgevende verkiezingen en de verkiezingen voor provincie en gemeente, en dat zij dan ook ter wille juist van dat verschil, aan een verschillend stelsel moeten onderworpen zijn.

Wetgevende verkiezingen zijn politieke verkiezingen, terwijl die voor provincie en gemeente bestuursverkiezingen zijn. Indien er dus politieke redenen bestaan om voor eerstgenoemde verkiezingen schikkingen te nemen welke met die redenen stroken, wie begrijpt er dan niet dat men daaruit niet kan besluiten dat diezelfde schikkingen voor laatstgenoemde ook nuttig zouden zijn. Wetgevende verkiezingen leveren gezamenlijke uitslagen op; zij leiden tot twee vergaderingen die het gansche land vertegenwoordigen; de uitslagen der provincie- en gemeenteverkiezingen zijn beperkt tot bepaalde omschrijvingen. Welnu, indien een maatregel mogelijk niet gevaarlijk is, indien hij zelfs heilzaam kan zijn, wanneer de uitslagen ervan ineensmelten en tegen elkander opwegen, niets bewijst dat die maatregel, beschouwd in verband tot deze of gene afzonderlijke kiesomschrijving, niet van aard zou zijn snoode gevolgen te verwekken en bij voorbeeld zekere standen of zekere belangen met een soort van versmading te treffen.

Ook werd nergens in den vreemde algeheele eenmaking aangenomen. In zijn boek *L'électorat politique et administratif* komt de heer Pyfferoen, leeraar ter Hogeschool van Gent, tot dit besluit, als gevolg van een nauwkeurig onderzoek der bestaande wetten: « Als algemeenen regel bestaat er verschil tusschen het politiek kiesrecht en het bestuurskiesrecht en, wordt die regel wel begrepen, dan schijnt hij eene verbetering, een vooruitgang op 't gebied van Staatsinrichtingen. »

Onnoodig echter verder daarover uit te wijden, daar de Middenafdeeling geen voorstel tot volkomene eenmaking te onderzoeken had.

Kunnen, dit zoo zijnde, de verschillende voorgestelde bepalingen aangenomen worden?

Wat ze vooral kenschetst, is dat zij geen waarborg hoegenaamd opleveren wat de uitoefening van het stemrecht betreft. De thans bestaande waarborgen zijn reeds zwak; moest men ze afschaffen, dan zou men gevaar loopen de verkiezingen bloot te stellen aan gevaarlijke wisselvalligheden.

Moet men het stemrecht verleen en aan de burgers die 21 jaar zijn en het meervoudig stemrecht afschaffen? Dat denkt de meerderheid der Middenafdeeling niet. Ongetwijfeld verwekte het meervoudig stemrecht betwistingen, en menigeen achtte dat het niet het beste kiesstelsel was. Maar 't is niet op dat gebied dat de strijd gesteld wordt door het onderhavig wetsvoorstel; dit voorstel vraagt dat de Kamers uitspraak zouden doen tusschen het zuiver en eenvoudig algemeen stemrecht en het meervoudig algemeen stemrecht, en welke verwijten ook, naar de meening van velen, dit laatste kan beloopt, toch schijnen ze minder erg dan die welke het gevraagde stelsel zou verwekken. Wat hoofdzakelijk dient vermeden te worden, is dat in eene bepaalde provinciale of gemeentelijke omschrijving, een belang of eene klasse der bevolking zoozeer de bovenhand krijgt, dat dit belang of die klasse de andere kan onderdrukken. Eveneens belet de ouderdom van 30 jaar de jongere kiezers de meer bezadigde burgers te overheerschen. Iedereen weet het: de gemeenteraden zijn met eene geduchte macht bekleed, dat is: belastingen te stemmen. Moesten zij hier en daar het uitvloeisel zijn van eene enkele klasse der bevolking, dan zou deze kunnen geneigd zijn uitsluitend

de andere klassen zoozeer te treffen dat deze er onder bezwijken moesten, en overdrevene uitgaven doen met de gedachte dat de gemeenteraadsleden en dezen die zij vertegenwoordigen die uitgaven niet zouden moeten betalen.

Niemand kan ernstig betwisten, dat het gevaarlijk is dergelijke macht zonder tegenwicht in handen te stellen van hen die geen belasting betalen.

Beschouwingen van nog anderen aard deden insgelijks een verschillenden duur van domicilie aannemen voor de verschillende graden van verkiezing. Een verblijf van één jaar heeft voldoende geschenen voor de wetgevende verkiezingen; want dat een kiezer eene gemeente verlaat om in eene andere te gaan wonen, daaruit volgt niet dat hij zoowel in de tweede als in de eerste niet op de hoogte is van 's lands algemeene belangen en dat hij dienvolgens niet bekwaam zou zijn deel te nemen aan eene wetgevende verkiezing na een behoorlijken tijd om de candidaten te kunnen kennen die zijne stem vragen. Met het oog op de provinciale of gemeentelijke verkiezingen integendeel, kent men de plaatselijke belangen enkel na zekeren tijd; dat men in eene andere gemeente verbleven heeft, bewijst niet, wel integendeel, dat men de bijzondere belangen kent van al de gemeenten van 't land.

Al die redenen en meer andere hebben de vijf leden der Middenafdeeling die de beraadslaging bijwoonden, overgehaald om den ouderdom van 21 jaar en het domicilie van zes maanden van de hand te wijzen; die redenen schenen insgelijks voldoende voor vier dier leden, om het voorstel te verworpen door het vijfde lid gedaan, ten einde den ouderdom van 25 jaar aan te nemen, alsook een domicilie van één jaar en de vierde stem toegekend aan zekere gemeentekiezers af te schaffen.

Ten gevolge van die stemmingen, moest de Middenafdeeling geen uitspraak doen over de artikelen 2 tot en met 6, die maar een gevolg zijn van artikel 1.

Past het ten minste niet tot de provinciale en de gemeentelijke verkiezingen, de bepalingen uit te breiden betreffende de evenredige vertegenwoordiging, zooals ze bestaan voor de wetgevende verkiezingen?

Een lid trad die gedachte toe, een ander lid verklaarde zich in beginsel er ook voorstander van, voor de provinciale verkiezingen.

De meerderheid der Middenafdeeling dacht er echter anders over.

Leden dier meerderheid bevinden dat de uitslagen der evenredige vertegenwoordiging betwistbaar blijven, maar dat, al ware het anders, de redenen die ze deden aannemen voor de wetgevende verkiezingen niet toepasselijk zijn, ten minste niet volstrekt, op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

Zooals wij het reeds zegden, zijn de gemeente- en provincieverkiezingen, daarin verschillende van de wetgevende verkiezingen, niets dan bestuursverkiezingen. Wel is waar, wordt voor die verkiezingen, in al de kantons en in vele gemeenten, eene politieke keuze gedaan. Daaruit volgt echter niet dat de verkozenen bekleed zijn met eene politieke zending; verre van daar: ze zijn maar gelast de wetten uit te voeren, door de wetgevende macht gemaakt, en bestuursmaatregelen te nemen, met het oog op de belangen der gemeenten en der provinciën. Dit zegt genoeg dat de redenen welke

pleitten voor de vertegenwoordiging van elke minderheid in de wetgevende verkiezingen niet met dezelfde kracht pleiten voor de provincie- en de gemeenteverkiezingen, daar de plaatselijke belangen meesttijds geen enkel vraagstuk van beginsel raken en mannen met verschillende politieke programmas tot eene zelfde stemming kunnen aanzetten.

In al de provincieraden overigens, op een na misschien, is elke minderheid vertegenwoordigd en niemand heeft bewezen dat de belangen waarvoor zij te zorgen hebben, beter zouden kunnen beheerd worden met een nieuw stelsel; van een anderen kant, zou men een aantal kantons moeten vereenigen en aldus zouden de plaatselijke belangen min rechtstreeks vertegenwoordigd zijn. Die omwerking der kantons zou ongetwijfeld ontevredenheid en wrevel verwekken, en het past niet die uit te lokken, ten ware eene dringende noodzakelijkheid vergde er geen rekening mede te houden.

De evenredige vertegenwoordiging heeft men gedeeltelijk kunnen toepassen op de gemeenteverkiezingen; men deed het echter om de herstemming te voorkomen, welke dikwijls, zegde men, op verrassingen uitliepen. Het is niet bewezen dat er verder dient gegaan. Vele gemeenteverkiezingen zijn van louter plaatselijken aard; zij lokken enkel bekommelingen uit in verband met heel beperkte belangen; waarom strijd verwekken waar er geen bestaat en de politieke drift de plaats doen innemen van de loutere bezorgdheid voor 't plaatselijk welzijn? Daarenboven werpt het vraagstuk van de toepassing der evenredige vertegenwoordiging op de gemeenteverkiezingen, eene andere zeer erge moeilijkheid op, namelijk die der benoeming van de burgemeesters. Worden al de gemeenteraden verkozen met het stelsel der evenredige vertegenwoordiging, dan zal in elke gemeenteraad ofwel eene meerderheid naast eene minderheid, ofwel verscheidene groepen zonder meerderheid bestaan; dat geeft de Regeering het recht, enkel haar belang te raadplegen om de burgemeesters hier onder de meerderheid, ginds onder de minderheid te verkiezen en zich overal verknochte aanhangers aan te werven, wier handeling ertoe zou strekken tegen de openbare meening in te gaan; den dag dat dergelijke hervorming ware ingevoerd, ware de gemeentevrijheid zonderling in gevaar gebracht.

Ook werd het artikel van het voorstel verworpen met 4 stemmen tegen 1.

Het bezwaar der mogelijkheid voor eene partijdige regeering om van al de burgemeesters trawanten van hare politiek te maken, heeft de onder-teekenaars van het voorstel getroffen. Daarom ook stelden zij voor, de benoeming van de burgemeesters voortaan over te laten aan de gemeenteraden.

Menig politiek man denkt dat zoo de evenredige vertegenwoordiging volstrekt werd toegepast op de gemeenteverkiezingen, de wijze van benoeming der burgemeesters noodzakelijk zou moeten veranderen. Zij meenen echter dat het noodig is, liever dan daartoe te komen, de toepassing der evenredige vertegenwoordiging op de gemeenteverkiezingen van de hand te wijzen. Een burgemeester heeft twee hoedanigheden, die van vertegenwoordiger van het middenbestuur en die van tolk der gemeente. In beginsel kan men de

vraag opperen of, met het oog op zijne benoeming, die tweede hoedanigheid boven de eerste niet moet gesteld worden. Het schijnt echter dat men, in de huidige omstandigheden, het middenbestuur niet dient te verzwakken door het een voorrecht te ontnemen, waarvan het gebruik tot hiertoe geen uiterst groot bezwaar verwekte. Overigens zou het mandaat der burgemeesters, volgens de bewoordingen van het voorstel, eindigen met elke, zelfs gedeeltelijke, vernieuwing van den raad. Dergelijke maatregel zou heel zeker niet bijdragen tot bestendigheid in den gang der openbare zaken.

De verkiezing der burgemeesters door den gemeenteraad werd verworpen bij eenparigheid der aanwezige leden der Middenafdeeling. Bij de voorlezing van het verslag, werd door een zesde lid dat de beraadslaging niet had bijgewoond, verklaard dat hij voorstander was van de benoeming des burgemeesters door den raad, in de gemeenten met minder dan 10,000 zielen.

Het voorstel in zijn geheel werd verworpen met 4 stemmen tegen 1.

Een lid heeft gevraagd bij het verslag eene nota te mogen voegen: die nota verschijnt als bijlage. Na voorlezing van die nota, heeft een der onderteekenaars van het wetsvoorstel, die de zitting bijwoonde, verklaard dat niets in dat voorstel de verloochening medebracht van het beginsel van 't stemrecht voor de vrouwen.

De Verslaggever,

CH. WOESTE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.



Nota door een lid overgelegd.

Het nieuw wetsvoorstel der heeren Vandervelde en medeleden, betreffende het opmaken der kiezerslijsten voor gemeente en provincie, behelst drie gansch onderscheidene gedeelten :

1^o Het toekennen van een zelfde stemrecht aan *alle* burgers van 21 jaar na zes maanden verblijf ;

2^o Het weigeren van dat stemrecht aan de helft dierzelfde burgers, 't is te zeggen aan de vrouwen ;

3^o Het uitbreiden tot de provincie- en gemeenteverkiezingen van het stelsel van evenredige vertegenwoordiging, zooals het bestaat voor de wetgevende verkiezingen.

De twee eerste gedeelten van het voorstel getuigen eenerzijds van den wensch der leden der socialistische linkerzijde om hunne collegas der liberale linkerzijde er toe te brengen uitspraak te doen over het toekennen van het louter eenvoudig stemrecht, voor provincie en gemeente, aan de burgers van 21 jaar, en anderzijds getuigen ze van het verloochenen door die zelfde leden van het beginsel van gelijkheid der geslachten, een der grondslagen van 't programma der socialisten.

Die twee gedeelten van het voorstel leveren thans geen belang op voor het land. De meening der meerderheid van het Parlement veranderde dienaangaande niet.

Niemand bij de rechterzijde denkt er aan, stemrecht toe te kennen aan de burgers van 21 jaar. Zelfs die leden der rechterzijde die éénmaking onzer kieswetten voorstaan, vragen dat de ouderdom van 25 jaar, vereischt bij de kiezers voor de Kamer, ook gevergd worde bij de kiezers voor Senaat, provincie en gemeente, dat de verblijftijd eenvormig bepaald worde op één jaar en dat het stemrecht, gehuldigd in artikel 47 der herziene Grondwet, worde opgenomen in de kieswet voor de gemeente.

Wat het stemrecht der vrouwen betreft, het maakt geen deel uit van het programma van hen die de vrouwen een anderen dan een politieken werkring willen voorbehouden.

Evenwel, den dag dat het beginsel der gelijke waarde van alle stemmen in de kieswet zou wortel geschoten hebben, zou het eene wraakroepende onrechtvaardigheid zijn te weigeren het ook op de vrouwen toe te passen.

Het derde gedeelte van het voorstel der heeren Vandervelde en medeleden oppert nogmaals het vraagstuk der toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor provincie en gemeente.

Voor de gemeenteverkiezingen werden de herkiezingen afgeschaft door de wet van 12^{en} September 1895 en de vertegenwoordiging der minderheid wead gevrijwaard overal waar bij de verkiezing geen volstrekte meerderheid van stemmen bestaat.

Het bestaande stelsel eenvormig te vervangen door dit der evenredige vertegenwoordiging, zou er op neerkomen zonder voorzorgen eene minderheid in te voeren in nagenoeg al de gecomcenteraden van 't land, en een

kieschen toestand, reeds hier en daar waargenomen, algemeen te maken. In een aantal gemeenteraden immers bezit niet één groep de volstrekte meerderheid, en de groep, belast met het beheer der zaken, staat gedurig bloot aan de spanningen van andere groepen.

Daarenboven zou het bestaan van eene oppositiegroep in nagenoeg alle gemeenteraden van 't land, elke regeering in staat stellen den burgemeester onder de minderheid te kiezen, overal waar de meerderheid van den raad aan hare tegenstrevers zou behooren.

Dat ware een tweede jammerlijk gevolg van de onbedachte toepassing van een rechtvaardig beginsel en men mag zich afvragen of het voorstel van den heer Vandervelde om de benoeming van den burgemeester aan den raad over te laten, dat kwaad volkomen zou verhelpen.

Er diende eene ernstige studie op touw gezet, ten einde er toe te geraken de billijke bezorgdheid om het toezicht dat de minderheidsgroepen voordeelig kunnen uitoefenen in alle gemeenteraden, overeen te brengen met de noodzakelijkheid om de schepencollege's in staat te stellen de zendingen te vervullen, hun door de wet opgedragen, zonder telkens gevaar te loopen te vallen onder de stemmen der samenspannende minderheidsgroepen.

Het voorstel tot wet lost die kiesche vraagstukken niet op.

Anders is het gelegen met te toepassing der evenredige vertegenwoordiging op de provinciale verkiezingen.

De provincieraden, beweert men, hebben maar eene bestuurszending, de verkiezing van de provinciale senatoren daargelaten. Maar eene algemeene gewoonte heeft de provinciale verkiezingen, in al de kantons van 't land, van politieke aard gemaakt. En een provincieraad, van een kiesstandpunt beschouwd, is een soort van klein parlement: de kantons vervangen er de arrondissementen, 't is te zeggen de kiesomschrijvingen voor de wetgevende verkiezingen.

De huidige Regeering heeft de evenredige vertegenwoordiging ingevoerd in de wetgevende verkiezingen en noch zij noch de Kamers voorwaar denken er aan een ander stelsel te huldigen.

Tijdens de beraadslaging ter Kamer, in Februari 1902, over een wetsvoorstel betreffende algemeen stemrecht voor provincie en gemeente, op 27 November 1900 neergelegd door de heeren Vandervelde en medeleden, aarzelde de Regeering niet hare voorkeur te bevestigen voor evenredige vertegenwoordiging en te verklaren dat zij op het oogenblik dat haar gepast zou schijnen, aan de Kamer voorstellen zou onderwerpen om de toepassing ervan uit te breiden.

Ondergeteekende verwerpt het wetsvoorstel in zijn geheel, maar drukt den wensch uit dat de Regeering hare verklaring van 1902 in wetsontwerp zou vertolken.

De uitslagen door de evenredige vertegenwoordiging bekomen op 't gebied van wetgevende verkiezingen, kunnen haar enkel aanmoedigen om haar werk te voltooien en om, noch door tegenstrevers, noch door vrienden, zich de eer te laten ontfutselen de uitslagen ervan te hebben uitgebreid tot de provinciale verkiezingen.

VERHAEGEN.